

# Comment Total, Sanofi et consorts bénéficient d'une discrète aide publique malgré leurs profits

[bastamag.net/dividende-multinationale-Total-Sanofi-AirFrance-Renault-aide-financiere-publique-obligation-BCE](https://bastamag.net/dividende-multinationale-Total-Sanofi-AirFrance-Renault-aide-financiere-publique-obligation-BCE)

Olivier Petitjean, *Basta*, 28 mai 2020



Renoncer à verser des dividendes ? Hors de question pour Total. Fin mars, le groupe pétrolier annonçait solennellement qu'il « *ne sollicitera[it] pas le soutien de l'État pour faire face aux difficultés économiques créées par le Covid-19 que ce soit sous forme de soutien de trésorerie (prêts bancaires garantis, report de paiement des charges sociales ou fiscales) ou de recours au dispositif exceptionnel de chômage partiel* » [1].

Une décision que l'entreprise n'a pas hésité à présenter comme une « *contribution à la solidarité nationale* », mais qui permettait surtout de couper court à la controverse. Beaucoup réclamaient en effet une suspension du versement de dividendes pour faire face à la crise, *a fortiori* pour les entreprises bénéficiant d'aides publiques. Mais est-il vrai que le groupe pétrolier ne bénéficie d'aucun soutien des pouvoirs publics ? À y regarder de plus près, pas vraiment.

## Soutien discret des pouvoirs publics

Il existe en effet plusieurs formes de soutien financier public, et celles qui sont en apparence les plus techniques et les plus abscondes ne sont pas les moins importantes. L'organisation espagnole Observatori del Deute en la Globalització (ODG), partenaire de l'Observatoire des multinationales au sein du réseau ENCO [2], s'est penché sur l'une d'entre elles : les achats d'obligations d'entreprises de la Banque centrale européenne (BCE) [3]. Fin mars, alors que l'épidémie s'étendait en Europe, l'institution financière basée à Francfort, et présidée aujourd'hui par Christine Lagarde, a annoncé une forte extension de son programme de soutien à la trésorerie des entreprises via l'achat de leur dette sur les marchés. Depuis cette annonce, selon les données rendues publiques, elle a acheté des obligations de plusieurs dizaines de multinationales européennes, dont quatre émises par Total.

D'autres grandes entreprises tricolores, qui ont maintenu leurs dividendes malgré la pandémie, ont également bénéficié de ce soutien discret des pouvoirs publics, comme Sanofi, Schneider Electric, ou Air Liquide. Les dirigeants de cette dernière entreprise avaient avancé le même argument que Total, se prévalant hypocritement de ne pas avoir « *recours au chômage partiel, ni à des aides publiques (délais de paiement...)* » [4]. D'autres firmes du CAC 40 qui n'ont fait que réduire leur dividende, comme Veolia, Orange, LVMH, Carrefour ou Capgemini, se trouvent aussi sur la liste. La BCE ne divulgue pas les montants investis, mais seulement le nom de l'entreprise et l'échéance de l'obligation.

## Un soutien invisible et sans condition

---

On parle beaucoup du soutien apporté par le gouvernement français à Air France et à Renault. Il prend la forme de prêts directs de l'État, ou de prêts garantis par lui auprès de grandes banques commerciales : 7 milliards d'euros pour Air France, et 5 pour Renault. On a aussi évoqué à cette occasion les contreparties auxquelles ces entreprises devaient être tenues, sur le plan écologique et en termes de suspension du versement de dividendes. Finalement, il n'y aura aucune condition véritablement contraignante, le gouvernement se contentant de demander aux firmes concernées des « engagements » environnementaux (par exemple, pour Air France, la fermeture de certaines lignes intérieures) dont on ne voit pas bien le statut juridique.

L'émission d'obligations est une autre manière pour les multinationales de renforcer leur trésorerie pour faire face à la crise, à travers un emprunt à long terme sur les marchés financiers. Elle permet d'éviter de faire appel ostensiblement au soutien des États, ce que les dirigeants de Total considéreraient probablement comme une tache sur leur honneur. Cependant, le résultat est, concrètement, le même : ils sont bel et bien dépendants du soutien financier des pouvoirs publics. Autre avantage : cela permet aussi d'échapper à toute forme de contrepartie en échange de ce soutien, même sous la forme d'un engagement purement volontaire.

## Un tour de passe-passe similaire en 2008

---

Le même tour de passe-passe avait eu lieu lors de la crise financière de 2008. Les grandes banques « trop grosses pour tomber », qui avaient été tenues à bout de bras par les États, se sont empressées de rembourser dès que possible prêts et autres aides directes, et de claironner partout qu'elles étaient quittes du soutien des pouvoirs publics. En oubliant commodément comment ces derniers les avaient aidées, de bien d'autres manières, indirectes, et souvent pour des montants autrement importants.

La BCE a bien demandé aux banques qu'elle supervise de ne pas verser de dividendes cette année, mais elle n'a pas spécifié de règles en ce qui concerne les entreprises soutenues via les achats d'obligations. Tout comme elle n'a posé aucun critère social ou environnemental à ses financements, ce qui l'a amenée à soutenir les plus gros pollueurs du continent comme Shell, Total, Airbus ou BMW. Comme la BCE a désormais tout intérêt à ce que ces firmes continuent à prospérer pendant de longues années pour récupérer son argent (au moins jusqu'en 2040 en ce qui concerne les obligations achetées à Total), les institutions européennes seront encore moins incitées à adopter des législations climatiques ambitieuses.

En ce qui concerne les multinationales françaises, ces achats d'obligations sont délégués par la BCE à... la Banque de France, dont le gouverneur François Villeroy de Galhau, ancien haut fonctionnaire et dirigeant de BNP Paribas, incarne à lui seul la consanguinité entre les élites politiques et économiques françaises. Les achats d'obligations françaises représentent près d'un tiers des sommes consacrées par la Banque européenne à son programme, pour un montant d'environ 65 milliards d'euros. Faute de transparence, on ne sait pas quels montants précis ont été alloués à chacune des entreprises concernées.

Olivier Petitjean

Photo : Jean Balczesak CC (une)

*Cet article a initialement été publié sur le site de [l'Observatoire des multinationales](#), édité par l'association Alter-Médias.*